

## “La casse ça ne sert à rien”

Multinationales, vous n’êtes pas les bienvenues chez nous

Qu'est-ce que :

- la vitrine d’un Primark étoilée face aux conditions déplorables dans lesquels leurs produits sont confectionnés ? (1135 travailleurs–euses mort.es dans l’effondrement de l’usine textile Rana Plaza au Bangladesh.)
- un Starbucks ou un McDonald’s dévasté face aux milliards de l’évasion et de l’optimisation fiscale ? (En France, depuis 2004, Starbucks n’a encore jamais payé d’impôts.)
- une agence immobilière mise à sac face aux ravages de la spéculation immobilière ? (À Toulouse, 90% des demandes au 115 restent sans réponse pour 29 000 logements et 240 000 m2 de bureaux vacants.)
- un Apple Store ravagé face aux conditions de travail inhumaines (travail forcé, travail d’enfants, suicides à répétition) des usines d’iPhone de Foxconn en Chine ?
- un distributeur de billets démoli face à la spéculation boursière, l’évasion fiscale, le financement des énergies fossiles, etc. ?
- un panneau publicitaire JCDecaux en feu face conséquences sanitaires (obésité, anorexie, surcharge cognitive, frustrations découlant des normes qu’elle véhicule : sexisme, ethnocentrisme, etc.) et environnementales (dues à la surconsommation) ?
- un Carrefour pillé face aux conséquences des pratiques commerciales de la grande distribution ? (Le suicide est la troisième cause de mortalité chez les agriculteurs français.)
- etc.

Tout ceci n'est effectivement pas grand chose dans leur budget, ça ne leur fait pas mal directement, mais cela marque notre opposition à leur présence dans nos villes et à les voir y prospérer. La casse affirme notre refus de se voir devenir les relais et complices, client.es ou salarié.es, de la violence qu'ils et elles exercent à l'intérieur mais aussi — et bien souvent le plus violemment — à l'extérieur des frontières françaises.

Soyons clair : « Multinationales, vous n’êtes pas les bienvenues chez nous ! »

## "La casse ça décrédibilise le mouvement"

Rapport de force médiatique

La question, que l'on devrait se poser, devrait plutôt être : est-ce qu'un mouvement inoffensif pour le gouvernement aurait la moindre chance de se faire entendre ? Au vu de la dureté des positions tenues par Macron depuis le début de son mandat (ordonnances, réformes SNCF, loi ORE, etc.), qui peut dire, qu'il aurait commencé à ralentir (annulation de la hausse des taxes carburant, "mesures d'urgence", grand débat national) sans la vigueur des Actes des Gilets Jaunes ?

Si les actions de ralentissement de l'économie (blocages, barrages filtrants, opérations escargot) y ont fortement contribué, est-ce que, pour autant, des manifestations classiques auraient suffi ?

Quel est l'impact d'une manif encadrée par des cordons de flic et suivie de camions nettoyeurs de voirie ? Cinq minutes après son passage, c'est comme si elle n'avait jamais existé que pour ses participant.es. Le gouvernement ne laissera toujours, à la contestation, qu'une marge de manœuvre assez restreinte pour ne pas perturber le bon fonctionnement de l'économie (déclarations de manifestation, service minimum chez les cheminots, etc.).

La casse instaure un rapport de force, dans le sens où le gouvernement ne peut nier l'existence de scène de chaos et donc l'existence d'une contestation.

La casse ne décrédibilise non pas le mouvement mais le gouvernement qui n'est plus en mesure de faire respecter l'ordre. Il est donc contraint d'agir. Même s'il laisse alors entrevoir la véritable nature des démocraties — sociales ou libérales — occidentales : répression d'une part, enfumage démocratique de l'autre.

## “La casse ça ne sert à rien”

Multinationales, vous n’êtes pas les bienvenues chez nous

Qu'est-ce que :

- la vitrine d’un Primark étoilée face aux conditions déplorables dans lesquels leurs produits sont confectionnés ? (1135 travailleurs–euses mort.es dans l’effondrement de l’usine textile Rana Plaza au Bangladesh.)
- un Starbucks ou un McDonald’s dévasté face aux milliards de l’évasion et de l’optimisation fiscale ? (En France, depuis 2004, Starbucks n’a encore jamais payé d’impôts.)
- une agence immobilière mise à sac face aux ravages de la spéculation immobilière ? (À Toulouse, 90% des demandes au 115 restent sans réponse pour 29 000 logements et 240 000 m2 de bureaux vacants.)
- un Apple Store ravagé face aux conditions de travail inhumaines (travail forcé, travail d’enfants, suicides à répétition) des usines d’iPhone de Foxconn en Chine ?
- un distributeur de billets démoli face à la spéculation boursière, l’évasion fiscale, le financement des énergies fossiles, etc. ?
- un panneau publicitaire JCDecaux en feu face conséquences sanitaires (obésité, anorexie, surcharge cognitive, frustrations découlant des normes qu’elle véhicule : sexisme, ethnocentrisme, etc.) et environnementales (dues à la surconsommation) ?
- un Carrefour pillé face aux conséquences des pratiques commerciales de la grande distribution ? (Le suicide est la troisième cause de mortalité chez les agriculteurs français.)
- etc.

Tout ceci n'est effectivement pas grand chose dans leur budget, ça ne leur fait pas mal directement, mais cela marque notre opposition à leur présence dans nos villes et à les voir y prospérer. La casse affirme notre refus de se voir devenir les relais et complices, client.es ou salarié.es, de la violence qu'ils et elles exercent à l'intérieur mais aussi — et bien souvent le plus violemment — à l'extérieur des frontières françaises.

Soyons clair : « Multinationales, vous n’êtes pas les bienvenues chez nous ! »

## "La casse ça décrédibilise le mouvement"

Rapport de force médiatique

La question, que l'on devrait se poser, devrait plutôt être : est-ce qu'un mouvement inoffensif pour le gouvernement aurait la moindre chance de se faire entendre ? Au vu de la dureté des positions tenues par Macron depuis le début de son mandat (ordonnances, réformes SNCF, loi ORE, etc.), qui peut dire, qu'il aurait commencé à ralentir (annulation de la hausse des taxes carburant, "mesures d'urgence", grand débat national) sans la vigueur des Actes des Gilets Jaunes ?

Si les actions de ralentissement de l'économie (blocages, barrages filtrants, opérations escargot) y ont fortement contribué, est-ce que, pour autant, des manifestations classiques auraient suffi ?

Quel est l'impact d'une manif encadrée par des cordons de flic et suivie de camions nettoyeurs de voirie ? Cinq minutes après son passage, c'est comme si elle n'avait jamais existé que pour ses participant.es. Le gouvernement ne laissera toujours, à la contestation, qu'une marge de manœuvre assez restreinte pour ne pas perturber le bon fonctionnement de l'économie (déclarations de manifestation, service minimum chez les cheminots, etc.).

La casse instaure un rapport de force, dans le sens où le gouvernement ne peut nier l'existence de scène de chaos et donc l'existence d'une contestation.

La casse ne décrédibilise non pas le mouvement mais le gouvernement qui n'est plus en mesure de faire respecter l'ordre. Il est donc contraint d'agir. Même s'il laisse alors entrevoir la véritable nature des démocraties — sociales ou libérales — occidentales : répression d'une part, enfumage démocratique de l'autre.

### **“Mais casser, c’est pas écologique !”**

Ralentir l’économie, freiner la croissance : écologie et rapport de force économique

Qui peut dire, de manière certaine, que le coût écologique de la réparation (d’un distributeur de billets, d’une vitrine, etc.) est supérieur à celui engendré par le cours normal de l’activité des enseignes concernées ? Exemple concret : la consommation électrique annuelle d’un panneau publicitaire numérique (comme ceux que l’on trouve dans le métro) est équivalente à celle de 2 foyers français. En mettre un seul hors d’état de nuire, pendant ne serait-ce qu’une semaine, serait un vrai coup de pouce à la politique écologique de la métropole !

Casser ralenti l’économie de la ville et du pays. Dans une moindre mesure, certes. Moins qu’un blocage routier ou qu’une grève, mais lorsque répétée chaque semaine de la sorte, l’économie s’en retrouve forcément affectée. La fréquentation des magasins baisse. La croissance avec (Le FMI revoit ses prévisions à la baisse pour la croissance française en 2019 : 1,6 % de moins grâce au mouvement des Gilets Jaunes.). Or l’économie actuelle tue l’environnement. Donc la casse est écologique !

Cette économie au ralenti, c’est aussi moins de rentrées dans les caisses de l’État. Avec la grève et les blocages, c’est une des multiples manières de participer à l’instauration d’un rapport de force économique avec ce dernier.

### **“C’est nos impôts qui payent”**

Oui, une caméra de vidéosurveillance détériorée sera remplacée avec nos impôts.

Est-ce un argument valable pour les laisser proliférer et grignoter petit à petit nos marges de liberté ?

Oui, un magasin vandalisé ayant subi une perte de chiffre d’affaires pourra être dédommagé par l’État.

Est-ce une raison suffisante pour laisser en paix les multinationales ?

Est-ce que de toutes manières, ce ne sont pas nous, les petits contribuables, qui payons toujours pour tout ?

Un tel argument nous assignerait à résidence plutôt que de risquer de voir notre présence dans la rue enclencher la mobilisation — si lourde sur les dépenses publiques — de dizaines d’escadrons de police, de blindés et de l’hélico !

Oui, nos impôts sont utilisés contre nous et ce n’est pas nouveau.

### **“Ils ont tout cassé !”**

Avez-vous vu beaucoup de librairies, cordonneries, boulangeries, salons de coiffure, épiceries de quartier, cafés, bars, boucheries, bibliothèques, fleuristes, primeurs, boutiques d’artisanat et petits commerçants en tout genre vandalisés dans les rues de Toulouse ces dernières semaines ?

Et combien de temps vous faut-il, à présent, pour réussir à trouver un distributeur de billets en état de marche ?

### **“Pourquoi elles se masquent ? Elles n’assument pas ?”**

Assumer une conflictualité avec le gouvernement à visage découvert, et pourquoi pas en montrant sa carte d’identité, c’est le meilleur moyen de finir en prison.

### **“Mais casser, c’est pas écologique !”**

Ralentir l’économie, freiner la croissance : écologie et rapport de force économique

Qui peut dire, de manière certaine, que le coût écologique de la réparation (d’un distributeur de billets, d’une vitrine, etc.) est supérieur à celui engendré par le cours normal de l’activité des enseignes concernées ? Exemple concret : la consommation électrique annuelle d’un panneau publicitaire numérique (comme ceux que l’on trouve dans le métro) est équivalente à celle de 2 foyers français. En mettre un seul hors d’état de nuire, pendant ne serait-ce qu’une semaine, serait un vrai coup de pouce à la politique écologique de la métropole !

Casser ralenti l’économie de la ville et du pays. Dans une moindre mesure, certes. Moins qu’un blocage routier ou qu’une grève, mais lorsque répétée chaque semaine de la sorte, l’économie s’en retrouve forcément affectée. La fréquentation des magasins baisse. La croissance avec (Le FMI revoit ses prévisions à la baisse pour la croissance française en 2019 : 1,6 % de moins grâce au mouvement des Gilets Jaunes.). Or l’économie actuelle tue l’environnement. Donc la casse est écologique !

Cette économie au ralenti, c’est aussi moins de rentrées dans les caisses de l’État. Avec la grève et les blocages, c’est une des multiples manières de participer à l’instauration d’un rapport de force économique avec ce dernier.

### **“C’est nos impôts qui payent”**

Oui, une caméra de vidéosurveillance détériorée sera remplacée avec nos impôts.

Est-ce un argument valable pour les laisser proliférer et grignoter petit à petit nos marges de liberté ?

Oui, un magasin vandalisé ayant subi une perte de chiffre d’affaires pourra être dédommagé par l’État.

Est-ce une raison suffisante pour laisser en paix les multinationales ?

Est-ce que de toutes manières, ce ne sont pas nous, les petits contribuables, qui payons toujours pour tout ?

Un tel argument nous assignerait à résidence plutôt que de risquer de voir notre présence dans la rue enclencher la mobilisation — si lourde sur les dépenses publiques — de dizaines d’escadrons de police, de blindés et de l’hélico !

Oui, nos impôts sont utilisés contre nous et ce n’est pas nouveau.

### **“Ils ont tout cassé !”**

Avez-vous vu beaucoup de librairies, cordonneries, boulangeries, salons de coiffure, épiceries de quartier, cafés, bars, boucheries, bibliothèques, fleuristes, primeurs, boutiques d’artisanat et petits commerçants en tout genre vandalisés dans les rues de Toulouse ces dernières semaines ?

Et combien de temps vous faut-il, à présent, pour réussir à trouver un distributeur de billets en état de marche ?

### **“Pourquoi elles se masquent ? Elles n’assument pas ?”**

Assumer une conflictualité avec le gouvernement à visage découvert, et pourquoi pas en montrant sa carte d’identité, c’est le meilleur moyen de finir en prison.